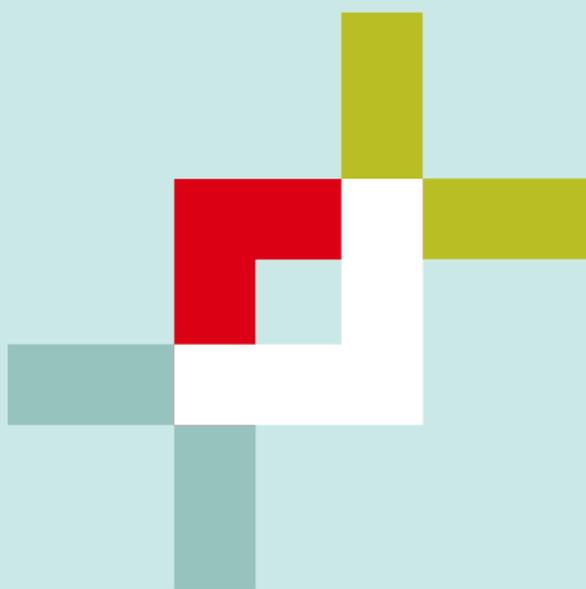




Feuille de route de la coopération 2025-2026



XIX^e Sommet de la Grande
Région sous présidence de la
Rhénanie-Palatinat
Mayence, le 13 décembre 2024

Groß – Grande 
REGION 



Groß – Grande

REGION



Table des matières

1. Préambule	3
2. Bilan et perspectives de la coopération grand régional à la lumière des défis actuels et futurs	5
2.1. Mobilité et développement territorial.....	5
2.1.1. Mobilité	5
2.1.2. Développement territorial.....	5
2.1.3. Observation territoriale.....	6
2.2. Éducation et apprentissage tout au long de la vie	7
2.2.1. Éducation et formation	7
2.2.2. Jeunesse	8
2.2.3. Marché du travail et formation professionnelle	8
2.3. Économie et compétitivité	10
2.3.1. Développement économique	10
2.3.2. Recherche et innovation	10
2.4. Tourisme et culture	11
2.4.1. Tourisme.....	11
2.4.2. Culture	12
2.5. Environnement et durabilité	13
2.5.1. Protection de l'environnement.....	13
2.5.2. Biodiversité	14
2.5.3. Qualité de l'air.....	15
2.5.4. Politique énergétique	15
2.5.5. Économie circulaire.....	16
2.5.6. Agriculture et forêts.....	17
2.6. Société, citoyenneté et sécurité	18
2.6.1. Société civile.....	18
2.6.2. Sport.....	19
2.6.3. Santé et questions sociales	20
2.6.4. Protection civile, sapeurs-pompiers, services de secours	21
2.6.5. Sécurité et prévention	22



3. Travaux du Comité économique et social de la Grande Région et du Conseil parlementaire interrégional	23
3.1. Résolutions du CESGR.....	23
3.2. Recommandations du CPI	24





1. Préambule

En 2025, le Sommet de la Grande Région célébrera son 30^e anniversaire. La coopération entre les différents acteurs, tant au niveau stratégique qu'opérationnel, a apporté une véritable valeur ajoutée aux territoires et à leurs habitants. Son impact se manifeste non seulement par l'amélioration de la qualité de vie des citoyens, mais aussi par la création de synergies positives entre les acteurs économiques, politiques, scientifiques et de la société civile. Depuis 2007, les Exécutifs ont élaboré une stratégie globale durable qui transcende les cycles des présidences tournantes. Cette initiative a été validée par l'approbation, lors du Sommet des Exécutifs du 31 janvier 2023 à Verdun, du Schéma de développement territorial de la Grande Région (SDTGR), finalisé dans le cadre du programme Interreg V A Grande Région. Les Exécutifs soulignent ici l'importance de cette stratégie opérationnelle, qui définit un cap pour la coopération dans la Grande Région.

En complément de la mise en œuvre du SDTGR, les Exécutifs réitèrent l'importance d'un dialogue durable entre les instances de coopération et les autres acteurs de l'espace grand-régional. Ils ont pris en compte les orientations issues des réflexions communes des présidents des groupes de travail et du collège des représentants personnels, visant à optimiser les mécanismes de gouvernance.

Cette approche repose sur plusieurs principes fondamentaux : une méthode de travail axée sur des résultats concrets, une transversalité qui favorise la communication et la collaboration entre les groupes de travail et l'encouragement à utiliser des outils transversaux comme l'Observatoire interrégional de l'emploi (IBA-OIE) et le Système d'information géographique de la Grande Région (SIG-GR). La Grande Région est en effet l'un des rares espaces de coopération transfrontalière en Europe qui dispose d'outils transversaux dédiés à l'observation commune de l'évolution territoriale et socio-économique transfrontalière, dont le marché du travail. Le Sommet de la Grande Région rappelle l'importance cruciale de pouvoir disposer de données comparables à échelle transfrontalière en appui à la prise de décision. Il valorise l'apport de la coopération avec les offices statistiques de la Grande Région qui travaillent depuis de nombreuses années à la comparabilité des données disponibles d'un organisme statistique à un autre et incite les responsables politiques de ces offices à renforcer encore davantage leur collaboration, notamment à travers un portail statistique actualisé. Il remercie également l'Observatoire Interrégional pour l'Emploi (IBA-OIE) pour la qualité de ses rapports et travaux. Le Sommet des Exécutifs souligne le besoin pour le niveau politique de disposer des données chiffrées et des analyses de l'Observatoire Interrégional pour l'Emploi (IBA-OIE) et renouvelle le souhait de poursuivre cette étroite coopération pour la prochaine mandature.

Enfin, l'ouverture à l'expertise d'acteurs externes issus de divers secteurs est essentielle, tout comme le maintien d'un dialogue actif avec des instances de coopération institutionnelle telles que le Comité économique et social de la Grande Région (CESGR) et le Conseil parlementaire interrégional (CPI). Le Sommet des Exécutifs salue également la qualité des travaux menés par le Conseil interrégional des chambres des métiers (CICM) et la bonne coopération établie avec les groupes de travail du Sommet.

La feuille de route s'inscrit dans le respect des principes horizontaux de l'égalité homme-femme, d'inclusion et de non-discrimination de l'UE. Les mesures et objectifs qu'elle propose



s'intègrent dans les politiques et stratégies mises en place par différents acteurs de la Grande Région.

La présente feuille de route de la coopération est une annexe à la Déclaration politique commune adoptée le 13 décembre 2024. Le Sommet des Exécutifs invite ses instances de travail à se saisir des objectifs fixés et à les introduire dans leur programme de travail 2025-2026.



2. Bilan et perspectives de la coopération grand régional à la lumière des défis actuels et futurs

2.1. Mobilité et développement territorial

2.1.1. Mobilité

Une mobilité efficace et durable est essentielle au développement de la Grande Région. Les Exécutifs du Sommet s'engagent à poursuivre leurs concertations avec les acteurs en charge des transports pour mettre en place un système de transport fluide et écologique. Dans le cadre du forum mobilité en Grande Région du 21 novembre 2024, différents acteurs et décideurs concernés ont ainsi pu discuter de stratégies visant à améliorer le transport transfrontalier, notamment la coordination des offres, à développer les infrastructures de transport public et à promouvoir des solutions de mobilité innovantes.

Objectifs et mandats :

1. **Renforcement du développement de la mobilité durable** : poursuite des travaux visant à la mise en place d'une offre tarifaire, notamment à destination des jeunes avec la pérennisation de l'expérimentation de la reconnaissance des pass jeunes français et allemands en été ; développer l'électromobilité et mettre au point d'autres solutions de mobilité durable, sur base d'échange d'exemples novateurs autour de bonnes pratiques en matière de mobilité durable.

Acteurs concernés : GT Transport ; GT 3 du CESGR

2. **Développement d'un transport multimodal** : poursuite des travaux sur la cartographie des pistes cyclables, des vélostations, des aires de covoiturage ou des bornes de recharge pour véhicules électriques.

Acteurs concernés : GT Transport ; SIG-GR ; GT Tourisme

2.1.2. Développement territorial

La stratégie opérationnelle transfrontalière, élaborée conjointement par différents acteurs politiques et administratifs de la Grande Région dans le cadre du Schéma de développement territorial de la Grande Région (SDTGR), a permis de dresser un état des lieux commun des enjeux du développement territorial dans la Grande Région et de dégager des solutions et des pistes concrètes pour y faire face. Les Exécutifs se félicitent que le programme de coopération Interreg Grande Région 2021-2027 ait été mis au point en harmonie avec la stratégie opérationnelle transfrontalière du Schéma de développement territorial de la Grande Région. Ils mettent en avant la mise en place de zones fonctionnelles dans le cadre de l'axe prioritaire 3 intitulé « Une Grande Région plus proche des citoyens ».

En lien avec le Comité de Coordination du Développement Territorial (CCDT), un accent particulier devra être mis sur la meilleure prise en compte des enjeux de solidarité transfrontalière afin de permettre à chaque territoire de la Grande Région de se développer harmonieusement en répondant aux besoins croissants de ses habitants de part et d'autre des frontières nationales.



Objectifs et mandats :

1. **Poursuite de la mise en œuvre opérationnelle du SDTGR** : sur base des résultats et des résolutions de la VIII^e Conférence ministérielle de l'aménagement du territoire de la Grande Région, qui s'est tenue le 29 juin 2023 à Langweiler.
2. **Coordination des documents de planification** liés au développement territorial afin d'assurer une planification cohérente et efficace au sein de la Grande Région.
3. **Travail à la mise en place d'un observatoire du logement** de la Grande Région et poursuivre les échanges à ce sujet.
4. **Poursuite des réflexions autour de la zéro artificialisation nette des sols**, par la continuité des échanges initiés à échelle transfrontalière via des ateliers / conférences à ce sujet.

Acteurs concernés : Comité de coordination du développement territorial (CCDT), tous les GT qui pourraient être concernés par les thématiques des projets pilotes (GT Agriculture et forêts par exemple), les centres de recherche et universités

2.1.3. Observation territoriale

Les données et indicateurs fournis par les trois outils transversaux (OIE, SIG-GR, GT Statistiques) ont contribué à enrichir la compréhension des évolutions socio-économiques et territoriales de la Grande Région. Cependant, des obstacles subsistent, rendant difficile une analyse approfondie des dynamiques le long des territoires frontaliers et des aires fonctionnelles transfrontalières. L'accès à des données comparables est essentiel pour mieux saisir les dynamiques de la Grande Région et pour soutenir les politiques sectorielles ainsi que les décisions stratégiques des acteurs à différents niveaux territoriaux. Dans ce contexte, les Exécutifs du Sommet soulignent l'importance du travail de cartographie à petite échelle réalisé par le GT Cadastre et cartographie. Ils appellent également à une plus grande transversalité dans les travaux, afin de mieux servir les groupes de travail thématiques du Sommet.

Objectifs et mandats :

1. **Poursuite de l'observation fine des évolutions socio-économiques de la Grande Région** : notamment grâce à des données statistiques précises et le maintien d'une coopération active entre les trois outils d'observation territoriale.
Acteurs concernés : GT Statistique ; SIG-GR ; OIE
2. **Réalisation de cartographies à petite échelle répondant aux besoins des services de secours et incendies.**
Acteurs concernés : GT Cadastre et cartographie ; SIG-GR ; SGT Centres d'appel d'urgence ; SGT Prévention des incendies ; SGT Assistance technique et protection civile ; SGT Sécurité routière



- 3. Etoffement du catalogue de cartes du SIG-GR** : création de nouvelles cartes et mise à jour de cartes existantes ; renforcement de la visibilité du SIG-GR et actions de promotion en faveur de la réutilisation des données du SIG-GR.

Acteurs concernés : SIG-GR en coopération avec les groupes de travail et d'autres acteurs de la Grande Région

2.2. Éducation et apprentissage tout au long de la vie

2.2.1. Éducation et formation

Les valeurs fondamentales d'une éducation commune et l'apprentissage de la langue du voisin doivent faire partie intégrante de la stratégie éducative de la Grande Région. À l'occasion du 20^e anniversaire du programme d'échange Robert-Schuman, le 10 mars 2023 à Scy-Chazelles, les partenaires ont réaffirmé cet objectif de relier les élèves grâce aux langues et de promouvoir la compréhension interculturelle. Le GT Éducation et formation est une plateforme pour la diffusion et la promotion des outils et bonnes pratiques développés en matière de plurilinguisme, d'éducation à la démocratie et d'interculturalité ou encore d'orientation professionnelle transfrontalière.

Objectifs et mandats :

- 1. Promotion de l'éducation et des compétences linguistiques au sein de la Grande Région** : développement et futur soutien de projets interculturels et de possibilités d'échange qui favorisent la compréhension mutuelle et le respect des spécificités des régions voisines.
Acteurs concernés : GT Education et formation ; SGT Echanges scolaires
- 2. Réalisation d'une analyse complète des futures compétences dont auront besoin les jeunes sur le marché du travail de la Grande Région** : identifier les compétences spécifiques qui leur seront nécessaires à leur intégration sur le marché du travail ; valoriser en parallèle la formation continue des enseignants dans un contexte grand-régional. Dans ce contexte, il convient également de contribuer à la réduction de stéréotypes dans l'éducation et les choix professionnels.
Acteurs concernés : GT Education et formation ; SGT Formation, GT Marché du travail, GT 3 du CESGR, et d'autres acteurs
- 3. Définition des actions dans les domaines de l'éducation à une culture démocratique et numérique, de l'éducation au développement durable (EDD) et du monde du travail 5.0, conformément aux objectifs de l'espace pédagogique européen « Éducation en 2030 dans la Grande Région et pour la Grande Région ».**
Acteurs concernés : GT Éducation et formation ; GT Jeunesse ; Réseau EDD



2.2.2. Jeunesse

Le travail transfrontalier avec la jeunesse est un élément clé pour la lutte contre le racisme, l'antisémitisme, l'intolérance et toute autre forme de discrimination, et pour la promotion du dialogue interculturel. La Grande Région offre un cadre structuré pour permettre aux acteurs concernés de dialoguer et de valoriser les politiques de jeunesse. Le renforcement de la coopération entre professionnels de la jeunesse est une clé pour le renforcement du dialogue transfrontalier entre jeunes de la Grande Région. Les Exécutifs du Sommet s'inscrivent dans les objectifs européens de la jeunesse et ils réitèrent leur souhait de garantir à tous la possibilité de vivre l'expérience de la mobilité européenne et transfrontalière au sein de la Grande Région.

Objectifs et mandats :

- 1. Promotion de l'éducation non formelle et des travailleurs de jeunesse**
Acteurs concernés : GT Jeunesse ; GT Education et formation
- 2. Promotion de la mobilité des jeunes**, notamment à travers des programmes européens de mobilité. Cela doit avant tout permettre de générer des rencontres et des projets d'échanges entre jeunes de la Grande Région dans la Grande Région.
Acteurs concernés : GT Jeunesse ; GT Education et formation ; GT Enseignement supérieur et recherche ; GT Marché du travail
- 3. Soutenir la mise en œuvre de la Garantie pour la jeunesse** au niveau de la Grande Région pour le groupe cible des jeunes sans emploi ni formation (NEET) et des jeunes en formation, et étudier la possibilité de créer de nouveaux outils.
Acteurs concernés : GT Jeunesse ; GT Marché du travail et son homologue au sein du CESGR
- 4. Favoriser le dialogue transfrontalier entre les spécialistes du travail de jeunesse** et d'autres structures comme les centres de jeunes, dont les maisons de jeunes, les centres d'information des jeunes et les centres de rencontres et hébergement, et toutes les autres organisations et structures pour la jeunesse lors du JugendForumJeunesse
Acteurs concernés : GT Jeunesse

2.2.3. Marché du travail et formation professionnelle

La transformation du monde du travail, les besoins croissants en main-d'œuvre qualifiée qui en découlent ainsi que la levée des obstacles administratifs à la mobilité professionnelle, notamment dans le domaine de la fiscalité, de la sécurité sociale et du droit du travail, constituent des défis majeurs pour le marché du travail transfrontalier. Le Groupe de travail Marché du travail continuera à donner de nouvelles impulsions à la coopération dans le domaine du marché du travail transfrontalier et à assumer une fonction de pilotage en vue de la coopération sur les questions relatives au marché du travail.



Objectifs et mandats :

- 1. Poursuite des discussions concernant le suivi de l'analyse comparative des stratégies en matière de main-d'œuvre qualifiée** dans la Grande Région. L'objectif est d'identifier et de mettre en œuvre des pistes d'action concrètes pour des mesures transfrontalières de préservation de la main-d'œuvre qualifiée.
Acteurs concernés : GT Marché du travail
- 2. Mise à jour régulière et amélioration de la visibilité des informations sur les portails de formation continue, des programmes de financement et des possibilités de congé de formation sur le site Internet de la Grande Région**
Acteurs concernés : GT Marché du travail
- 3. Poursuite des échanges concernant l'état des lieux sur les possibilités de formations continues professionnels dans la Grande Région.** L'objectif est d'identifier et d'élaborer des pistes de solutions concrètes pour des actions transfrontalières.
Acteurs concernés : GT Marché du travail, GT2 du CESGR ; Task Force Frontaliers ; OIE ; GT Education et formation, GT Enseignement supérieur et recherche ; EURES Grande Région ; Conseil interrégional des chambres des métiers (CICM)
- 4. Amélioration de la mobilité professionnelle transfrontalière, notamment en favorisant l'acquisition et la transférabilité des qualifications liées au marché du travail de la Grande Région.** Soutien à l'analyse des possibilités de formations utiles au demandeur d'emploi en Grande Région dans une perspective transfrontalière en identifiant les blocages existants et en portant un œil attentif à la perte des droits sociaux dans les pays de provenance. Promotion de l'Europass et l'EurIdentity Certificate.
Acteurs concernés : GT Marché du travail ; GT Éducation et formation ; GT Enseignement supérieur et recherche, Université de la Grande Région
- 5. Coopération avec les chambres de commerce et les chambres des métiers** dans le domaine de la formation continue et de la mobilité, notamment en ce qui concerne les congés de formation. L'objectif est de promouvoir des approches de coopération transfrontalière en matière d'orientation professionnelle et de stages, et d'atteindre un volume critique pour les cours et les établissements de formation.
Acteurs concernés : GT Marché du travail ; GT Promotion internationale des entreprises, les chambres de commerce ; Conseil interrégional des chambres des métiers (CICM)
- 6. Liens entre apprentissage tout au long de la vie, emploi et marché du travail de la Grande Région dans une perspective de développement durable.** Soutien à la conservation et au développement des compétences d'avenir en Grande Région avec un focus sur le développement durable et sur l'IA (Intelligence Artificielle), en ce compris ses applications et son impact sur les compétences et le marché du travail en Grande Région.



Acteurs concernés : GT Marché du travail, GT Education et formation, GT Environnement, GT Énergie, GT Enseignement supérieur et recherche, SGT Economie circulaire, Conseil interrégional des chambres des métiers (CICM)

2.3. Économie et compétitivité

2.3.1. Développement économique

Les Exécutifs du Sommet ont conscience que le renforcement du développement économique est une condition indispensable à la réussite de la Grande Région, en termes de conquête de sa souveraineté industrielle et de compétitivité à l'international.

Ils cherchent en permanence à renforcer la coopération entre les régions dans les domaines du développement économique, de l'innovation et de la création d'emplois, par l'échange d'information sur les stratégies régionales de spécialisation intelligente (S3), l'interaction entre les European Digital Innovation Hubs (eDIH), une approche concertée sur l'évolution de secteurs industriels structurants, et l'identification des synergies communes entre partenaires de la Grande Région en matière de recherche, développement, technologie et innovation, d'une part, pour bénéficier conjointement du support des programmes Interreg à l'échelle transfrontalière, transnationale et interrégionale et, d'autre part, pour recourir aux outils de financement de la Commission européenne par ex. Digital Europe programme, European Chips Act, etc.

Objectifs et mandats :

1. **Renforcement des chaînes de valeur régionales** : élaboration de propositions pour promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat dans la Grande Région, en poursuivant notamment la consolidation des stratégies S3 régionales, la structuration et la recherche des complémentarités des eDIH, les échanges d'information sur la transition vers l'électrification de la filière automobile et la prise en compte au niveau européen des besoins des territoires de production, afin de mesurer et accompagner l'impact des évolutions en cours sur l'emploi, les compétences et les débouchés des constructeurs, équipementiers et sous-traitants.

Acteurs concernés : GT Promotion internationale des entreprises ; GT Transitions numériques et industrielles ; GT Energie ; SGT Économie circulaire (entre autres)

2. **Analyse des résultats de l'enquête** transfrontalière menée dans la Grande Région fin 2024 auprès des entreprises afin d'en déduire des mesures de soutien pour les besoins locaux et les nouveaux secteurs.

Acteurs concernés : GT Promotion internationale des entreprises

2.3.2. Recherche et innovation

Les Exécutifs du Sommet reconnaissent la qualité de la recherche et de l'innovation menées dans l'espace grand-régional : celle-ci constitue un atout important pour l'attractivité, la



compétitivité et le développement économique de la Grande Région. Ils souhaitent encourager une plus grande collaboration transfrontalière d'une part entre les institutions académiques de Grande Région (en particulier via l'UniGR), et d'autre part entre ces institutions et les acteurs socio-économiques, afin de réaliser pleinement le potentiel de recherche et d'innovation à l'échelle grand-régionale.

Objectifs et mandats :

1. **Recenser les domaines d'excellence des acteurs académiques et les collaborations transfrontalières** (en cours et potentielles) parmi ces acteurs, et entre ces acteurs et le monde socio-économique.

Acteurs concernés : GT Enseignement supérieur et recherche, GT Transitions industrielles et numériques

Partenaire : UniGR

2. **Proposer des dispositifs de soutien à la recherche et à l'innovation à l'échelle grand-régionale**, en s'appuyant le cas échéant sur les dispositifs déjà existants dans les différents versants.

Acteurs concernés : GT Enseignement supérieur et recherche, GT Transitions industrielles et numériques

Partenaire : UniGR

2.4. Tourisme et culture

2.4.1. Tourisme

Le secteur du tourisme joue un rôle primordial dans le développement économique de la Grande Région. Il favorise la cohésion et le rapprochement des personnes issues des différentes zones de la Grande Région et renforce les échanges interculturels et la compréhension mutuelle. Bien que la Grande Région ne soit pas une marque en soi, il pourrait être extrêmement bénéfique pour les acteurs du secteur de commercialiser les offres et produits en relation avec la Grande Région de façon ciblée. Cela contribuerait non seulement à enrichir la région elle-même, mais aussi à accroître sa visibilité et sa compétitivité aux niveaux national et international. Dans ce cadre, il est important d'analyser et d'exploiter les données de marketing numérique issues des projets Interreg [Marketing touristique digital pour la Grande Région](#), [Tourisme Grande Région](#) ou [Land of Memory](#).

Objectifs et mandats :

1. **Consolidation de la coopération entre les responsables politiques en matière de tourisme, les agences régionales du tourisme, les agences de développement, les prestataires de services et tous les autres acteurs du secteur.** Certains aspects, comme le développement du tourisme durable et la mise en valeur des destinations touristiques existantes en Grande Région seraient à privilégier.

Acteurs concernés : GT Tourisme en coordination avec d'autres acteurs du secteur touristique et les projets transfrontaliers existants



2. **Approfondissement du marketing numérique en Grande Région**, en complément des résultats déjà atteints par les projets Interreg tel que Marketing touristique digital pour la Grande Région.
Acteurs concernés : GT Tourisme en coordination avec d'autres acteurs du secteur touristique et les projets transfrontaliers existants.
3. **Poursuite du travail de suivi sur les flux de voyageurs des différentes régions.**
Acteurs concernés : GT Tourisme ; GT Statistiques
4. **Consolidation et développement du réseau de pistes cyclables et du cyclotourisme** dans la Grande Région, en coordination avec d'autres projets pouvant exister à échelle européenne (ex. EuroVelo5).
Acteurs concernés : GT Transport du Sommet ; son homologue du CESGR ; GT Sport ; CCDT ; GT Tourisme ; SIG-GR

2.4.2. Culture

Les échanges et la collaboration sont au cœur des pratiques culturelles, qui mettent en lien des artistes, des œuvres et des publics. La dimension transfrontalière de ces échanges contribue à leur vivacité, à leur durabilité, à la qualité du vivre-ensemble, et au développement culturel des territoires concernés. C'est dans cette optique que les Exécutifs de la Grande Région ont instauré une dynamique de réflexion et d'actions autour d'enjeux communs pour les secteurs culturels sur leurs territoires.

Au cours des deux années à venir, les partenaires de la Grande Région souhaitent poursuivre et consolider leur collaboration fructueuse en organisant leurs travaux autour de trois axes déterminants en matière de coopération culturelle : la connaissance mutuelle des acteurs et politiques culturelles à chaque niveau, le soutien au développement de partenariats et à la mobilité/diffusion sur le territoire, la mise en valeur des activités et acteurs culturels de la Grande région.

Pour chacun de ces axes, des actions concrètes de mises en réseau, d'échanges d'information, de réflexion autour de thématiques prioritaires (tels que la durabilité, la culture dans les zones rurales, les enjeux du numérique, ou la préservation du patrimoine, ...), de rencontres entre opérateurs culturels, ou encore de développement d'outils au service des publics et des professionnels de la culture, seront mises en œuvre.

Des ponts avec d'autres secteurs, tels que le tourisme et la jeunesse, seront également jetés afin de renforcer les efforts mutuels en faveur de la culture au sein de la Grande région.

Objectifs et mandats :

1. **Renforcement de la durabilité dans la culture** en tant qu'enjeu global pour la société au travers l'échange de bonnes pratiques sur la question.
Acteurs concernés : GT Culture



2. **Promotion des jeunes talents, mise en réseau, mobilité culturelle** (des professionnels des productions et des publics, travail en résidence).
Acteurs concernés : GT Culture ; GT Education et formation ; GT Marché du travail

3. **Structuration transfrontalière des filières.**
Acteurs concernés : GT Culture ; GT Education et formation ; GT Marché du travail

4. **Renforcement de la culture en milieu rural et dans les bassins de vie frontaliers.**
Acteurs concernés : GT Culture ; CCDT ; GT Agriculture et forêts

5. **Poursuite du travail de l'Histoire** notamment en vue d'établir une compréhension commune de l'histoire de la Grande Région, notamment au travers des « Destin(s) de la Grande Région ».
Acteurs concernés : GT Culture ; SGT Pédagogie d'éducation à la démocratie, GT Jeunesse, EuRegio SaarLorLux+ en coopération avec les projets existants ou en cours d'élaboration à l'échelle transfrontalière et d'autres acteurs, comme le Conseil Parlementaire Interrégional.

6. **Renforcement de l'éducation artistique et culturelle en Grande Région**
Acteurs concernés : GT Culture ; GT Education et formation ; GT Jeunesse

2.5. Environnement et durabilité

2.5.1. Protection de l'environnement

Les Exécutifs du Sommet reconnaissent l'urgence posée par le changement climatique et l'appauvrissement de la biodiversité. Ces dernières années, la Grande Région a connu des records de sécheresse et de chaleur et a dû faire face à une augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes et aux conséquences humaines et environnementales qui en découlent. Afin d'enrayer cette évolution rapide, les efforts en matière de lutte contre le changement climatique et de réduction des gaz à effet de serre néfastes doivent être intensifiés. Dans ce cadre, des synergies avec le projet Interreg UniGR-CIRKLA porté par l'université de la Grande Région pourraient être envisagées. Les Exécutifs du Sommet approuvent la promotion de pratiques durables dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture, de la forêt, de la production d'énergie et de la gestion des déchets, qui contribuent fortement à protéger les ressources naturelles. Les Exécutifs du Sommet saluent la coopération à échelle grand-régionale dans le cadre de l'exposition internationale Luxembourg Urban Garden (LUGA) du 7 mai au 18 octobre 2025. Cette exposition offrira une expérience unique où le savoir-faire, la mise en œuvre de concepts durables et la promotion des métiers verts sont présentés à travers des jardins urbains, des installations paysagères et artistiques, des projets agricoles et des lieux de vie éphémères.



Objectifs et mandats :

1. **Renforcement de l'utilisation durable des ressources** : poursuite de la transition vers une consommation raisonnée des ressources naturelles, en tenant compte notamment des échanges du Congrès sur l'énergie et l'hydrogène qui s'est tenu à Trèves les 7 et 8 octobre 2024.

Acteurs concernés : GT Environnement ; GT Énergie ; GT Enseignement supérieur et recherche

2. **Transition vers une économie circulaire** : échange de bonnes pratiques notamment sur les secteurs de la construction, des marchés publics et de l'économie circulaire des plastiques. Cela se traduit également par un échange d'expérience concernant les modèles commerciaux qui accélèrent la transition et participent au passage à une économie plus circulaire et moins gourmande en ressources dans la Grande Région. Dans ce contexte, l'économie circulaire doit également être comprise comme une filière industrielle innovante et être abordée comme telle dans la Grande Région.

Acteurs concernés : SGT Economie circulaire ; GT Transitions industrielles et numériques, CCDT ; GT Environnement ; GT Promotion internationales des entreprises ; GT Enseignement supérieur et recherche ; GT 1 du CESGR, et coopération avec d'autres acteurs du secteur et les projets existants ou en cours d'élaboration à échelle transfrontalière (UniGR avec le projet UniGR-CIRKLA) ; Conseil Interrégional des Chambres de Métiers (CICM)

3. **Lutte contre le transport illégal de déchets** : échange de bonnes pratiques d'autres régions frontalières pour mieux lutter contre le transport illégal de déchets et d'autres délits environnementaux transfrontaliers.

Acteurs concernés : GT Environnement, SGT Prévention de la criminalité, en collaboration avec d'autres espaces de coopération (notamment la Conférence du Rhin supérieur, l'Euregio Meuse-Rhin, l'Union Benelux)

2.5.2. Biodiversité

Le Sommet salue la qualité des travaux ayant conduit à la mise en ligne d'une base de données trilingue sur la biodiversité transfrontalière, appelée NATUDATA. Les cartes et données de répartition contenues dans cette base apportent des informations sur les espèces strictement protégées par les annexes II et IV de la directive Habitats-Faune-Flore (92/43/CEE).

Objectifs et mandats :

1. **Création d'un réseau transnational de biotopes** : l'objectif est de mieux protéger les habitats grâce à une interconnexion globale des biotopes.

Acteurs concernés : SGT Natura 2000/Biodiversité

2. **Valorisation des habitats naturels intacts** : renforcer l'échange d'informations avec les acteurs en charge de la protection du climat et de la planification territoriale pour



que les nouvelles constructions notamment portent le moins possible atteinte aux habitats naturels.

Acteurs concernés : SGT Natura 2000/Biodiversité ; CCDT ; GT Environnement ; SGT Economie circulaire ; GT Enseignement supérieur et recherche

2.5.3. Qualité de l'air

Une bonne qualité de l'air est un droit fondamental pour les citoyens. Le Sommet se félicite de l'intensification des échanges transfrontaliers sur cette question spécifique. Le SGT Qualité de l'air s'est particulièrement concentré sur l'application de la directive européenne sur la qualité de l'air, les valeurs limites d'émission nationales et les plans nationaux et régionaux. Pour le Sommet, l'accès aux données sur la qualité de l'air pour l'ensemble de la Grande Région reste un objectif de première importance, car celles-ci peuvent inciter à des changements de comportement positifs.

Objectifs et mandats :

1. **Développement du travail pluridisciplinaire** : la question de la qualité de l'air est par essence transversale. Un renforcement des échanges au sein de la Grande Région et en dehors (notamment avec les espaces frontaliers voisins) permettra de développer de nouveaux projets au service d'un plus grand nombre de citoyens et des décideurs politiques. Les travaux pourraient aboutir à proposer la mise en place d'un observatoire transfrontalier de la qualité de l'air incluant également les gaz à effet de serre et les données énergétiques et pourrait servir d'outil d'aide à la décision.

Acteurs concernés : SGT Qualité de l'air ; GT Energie ; GT Environnement, CCDT ; SIG-GR

2. **Renforcement de la communication grand public** : mettre à disposition (via des actions de communication ciblées) une communication grand public sur la qualité de l'air dans la Grande Région (via notamment une carte interactive transfrontalière des niveaux de qualité de l'air).

Acteurs concernés : SGT Qualité de l'air ; SIG-GR

2.5.4. Politique énergétique

Il est crucial pour l'avenir de la Grande Région de garantir un approvisionnement énergétique fiable, économique et respectueux de l'environnement. L'objectif est de promouvoir la transition énergétique dans la région en encourageant les investissements dans les technologies énergétiques propres. Le Congrès commun sur l'énergie et l'hydrogène, qui s'est tenu les 7 et 8 octobre 2024 à Trèves, a permis de faire le point sur les activités et initiatives menées jusqu'à présent dans la Grande Région.

Objectifs et mandats :

1. **Développement d'une stratégie de promotion des énergies renouvelables** : le rapprochement des stratégies existantes et la mise en place d'une réflexion



coordonnée à échelle de la Grande Région sont des actions clés afin d'accélérer la transition vers les énergies renouvelables, d'améliorer l'efficacité énergétique et de réduire progressivement la dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles. Il conviendra pour cela de tirer des enseignements des projets existants au sein et en dehors de la Grande Région et qui pourront servir de catalyseur pour de nouveaux projets.

Acteurs concernés : GT Énergie ; SGT Economie circulaire ; GT Environnement ; GT Enseignement supérieur et recherche ; CCDT ; GT Transitions industrielles et numériques ; GT 1 du CESGR ; Conseil Interrégional des Chambres de Métiers (CICM)

- 2. Mise en place d'un approvisionnement énergétique durable et sûr :** l'objectif est de contribuer à renforcer l'autonomie énergétique pour les populations de la Grande Région, via des actions concertées notamment dans les domaines suivants : extension et meilleure intégration des réseaux électriques ; construction d'installations de production d'énergie à partir de sources renouvelables ; amélioration de l'efficacité énergétique dans les bâtiments et l'industrie

Acteurs concernés : GT Énergie ; SGT Economie Circulaire ; GT Environnement ; GT Enseignement supérieur et recherche ; CCDT ; GT Transitions industrielles et numériques ; GT 1 du CESGR ; Conseil Interrégional des Chambres de Métiers (CICM)

- 3. Soutien à la construction durable :** l'échange de bonnes pratiques et la mise en réseau des acteurs et de leurs savoir-faire à échelle transfrontalière pourront renforcer le développement de la construction durable comprenant également la prise en compte de la qualité de l'air intérieur

Acteurs concernés : GT Energie ; GT Promotion internationale des entreprises ; GT Enseignement supérieur et recherche ; centres d'innovation de la Grande Région ; porteurs de projets transfrontaliers concernés par la thématique ; Conseil Interrégional des Chambres de Métiers (CICM)

2.5.5. Économie circulaire

La transition vers une économie circulaire dans la Grande Région est un projet vaste et ambitieux qui contribuera à un modèle économique plus durable. Pour cela, les différents acteurs concernés doivent renforcer leur coopération. Le Sommet de la Grande Région salue notamment la création du centre de compétences CIRKLA de l'UniGR qui contribuera par ses travaux à favoriser la transition vers une économie circulaire des métaux et autres matériaux.

Objectifs et mandats :

- 1. Positionner la Grande Région comme un modèle européen en matière de gestion des ressources et des déchets technologiques :** mise en place d'une coopération transversale renforcée entre les acteurs concernés. Les projets Interreg en cours comme UniGR-CIRKLA, GreaterGreen+ (EcoTech, secteur de la



construction, bioéconomie), ExtraBark WAVE et POLYRAS (bioéconomie) constituent une ressource précieuse.

Acteurs concernés : SGT Economie circulaire ; GT Energie ; GT Environnement ; GT Transitions industrielles et numériques ; GT Enseignement supérieur et recherche ; UniGR (projet UniGR-CIRKLA); CCDT ; SIG-GR ; GT Promotion internationale des entreprises

2. Renforcer l'échange de bonnes pratiques dans le domaine de la bioéconomie

Acteurs concernés : SGT Économie circulaire

3. Renforcer les actions de sensibilisation à destination du grand public et de la jeunesse : la transition vers une économie circulaire et durable repose en partie par une transformation des habitudes de consommation de la population. Des actions de sensibilisation à l'économie circulaire et aux pratiques durables pourraient ainsi être mises en place, comme le proposer aux jeunes de la Grande Région dans le cadre du service volontaire et des programmes d'échanges de jeunes, des ateliers spécifiques matériaux de récupération.

Acteurs concernés : GT Energie ; SGT Economie circulaire ; GT Jeunesse

2.5.6. Agriculture et forêts

Le Sommet se réjouit des avancées offertes par l'introduction de nouvelles technologies et d'outils numériques destinés à optimiser les processus agricoles. Ces avancées pourraient permettre de rendre l'agriculture nettement plus efficace et durable. Le Sommet réaffirme sa préoccupation de permettre des conditions de rémunération décentes pour les agriculteurs et salue les échanges qui ont eu lieu au sein du GT Agriculture et forêts afin de mettre en place des réseaux d'échange de connaissances. Le changement climatique a un impact à la fois sur l'agriculture et sur les forêts dans la Grande Région. Il faut donc mettre en place une coopération coordonnée avec d'autres acteurs. Le dépérissement des forêts, la gestion des forêts face au changement climatique et la préservation de la biodiversité sont des questions essentielles qui mobilisent les membres du GT Agriculture et forêts.

Objectifs et mandats :

Agriculture

1. Développement d'une agriculture durable et résiliente : renforcement des échanges sur les bonnes pratiques en matière de production agricole durable et sur l'adaptation de l'agriculture au changement climatique. L'objectif est de les partager et de les développer afin de promouvoir une agriculture compétitive respectueuse de l'environnement et économe en ressources qui assure une production alimentaire de qualité et accessible à tous dans la Grande Région. Le sujet de la qualité de l'air est également à prendre en compte.

Acteurs concernés : volet agricole du GT Agriculture et forêts ; GT Enseignement supérieur et recherche ; SGT Qualité de l'air



- 2. Renforcement des circuits courts de distribution et d'approvisionnement : soutenir les filières** régionales et rendre plus efficace l'approvisionnement en denrées alimentaires de qualité.

Acteurs concernés : volet agricole du GT Agriculture et forêts ; acteurs et projets transfrontaliers actifs sur ces questions ; GT Enseignement supérieur et recherche

Forêts

- 1. Lutte contre le dépérissement des forêts et la préservation de la biodiversité** : mise en place de stratégies et solutions efficaces pour relever les défis dans le domaine de la sylviculture sur base d'un renforcement de l'échange des bonnes pratiques existant en matière de protection des forêts et de la nature et de protection de la biodiversité. Partager les expériences en matière d'équilibre sylvo-cynégétique.

Acteurs concernés : volet forêts du GT Agriculture et forêts ; SGT Natura 2000/Biodiversité, GT Enseignement supérieur et recherche

- 2. Mise en place de projets communs sur la santé des forêts** : étudier la mise en pratique des idées qui ressortent de l'étude comparative grand-régionale sur les mesures de gestion des crises et des risques pour la forêt (menée par l'Institut régional d'administration [IRA] de Metz).

Acteurs concernés : volet forêts du GT Agriculture et forêts, GT Enseignement supérieur et recherche

- 3. Création d'un réseau professionnel transfrontalier dans le domaine forestier** : étudier la mise en place d'une bourse à l'emploi pour les métiers de la sylviculture afin d'échanger des offres d'emploi et de créer un réseau de services permettant aux jeunes de se familiariser avec les structures d'autres pays à travers des stages et des programmes d'échange.

Acteurs concernés : volet forêts du GT Agriculture et forêts ; GT Marché du travail, GT 2 du CESGR, GT Enseignement supérieur et recherche

- 4. Amélioration de la cartographie disponible : mise à jour de la carte transfrontalière des types de forêts afin de détailler l'inventaire et de mieux gérer les différentes forêts dans la Grande Région.**

Acteurs concernés : volet forêts du GT Agriculture et forêts ; SIG-GR ; le projet Interreg « Regiowood II », GT Enseignement supérieur et recherche

2.6. Société, citoyenneté et sécurité

2.6.1. Société civile

Il est essentiel de placer la société civile au cœur des enjeux transfrontaliers afin que la Grande Région puisse continuer à se construire pour et avec ses citoyens. Le développement de projets concrets liés aux citoyens est un bon vecteur pour placer la société civile comme enjeu central de la Grande Région. Dans ce cadre, le Réseau de



protection économique transfrontalière des consommateurs, créé en 2024, jouera un rôle crucial. Il permettra aux personnes de bénéficier d'une protection harmonisée de leurs habitudes de consommation quotidiennes dans toute la Grande Région.

Objectifs et mandats :

1. **Développement du réseau de protection économique transfrontalière des consommateurs** : renforcement de la coopération avec les organisations de protection des consommateurs déjà établies afin de mieux exploiter les synergies ; réflexions sur la manière de fournir une assistance générale sur les questions transfrontalières liées à la protection des consommateurs ; développement de projets transfrontaliers communs ; par ex. dans le domaine de la prévention, de la protection des groupes de consommateurs vulnérables et du numérique.

Acteurs concernés : Réseau de protection économique transfrontalière des consommateurs

2.6.2. Sport

Le sport fait partie intégrante de la vie quotidienne des citoyens de la Grande Région. Le Sommet de la Grande Région sait combien les clubs sportifs sont importants et engagés. Ils jouent un rôle crucial dans la transmission et la promotion de valeurs et de principes éthiques comme le respect et le fair-play, et contribuent également à lutter contre la violence, notamment sexuelle et discriminatoire, dans le sport. Le sport a une fonction transversale ; il a un impact sur différents domaines politiques au sein de la Grande Région. Il favorise la cohésion sociale, mais aussi l'attractivité et la cohésion territoriales. Le Sommet se réjouit de la création d'un Fonds Sport qui permettra, à partir de 2025, de réaliser les objectifs fixés dans la Charte du Sport de la Grande Région.

Les Jeux Olympiques et Paralympiques en France, et en particulier le passage de la flamme à travers la Grande Région, ont illustré avec panache le caractère fédérateur du sport. La flamme a traversé la frontière française pour la deuxième fois de l'Histoire. Le relais est parti d'Apach en Moselle le 27 juin 2024 et s'est achevé, après un détour par Perl, à Schengen.

Objectifs et mandats :

1. **Mise en place opérationnelle du Fonds Sport** : mise en œuvre effective du fonds destiné à soutenir les initiatives et les rencontres sportives, tant par la promotion du fonds auprès des acteurs sportifs que l'accompagnement des associations sportives engagées dans un projet financé par le Fonds Sport.

Acteurs concernés : GT Sport ; Eurosportpool

2. **Prise en compte de la durabilité dans le sport** : permettre des échanges de bonnes pratiques avec d'autres espaces transfrontaliers et les partenaires sportifs pour garantir le respect des principes de durabilité en matière sportive dans la Grande Région et en Europe.

Acteurs concernés : GT Sport



- 3. Application de la Charte du Sport, notamment grâce à la conception de projets** en accord avec les principes de la Charte du Sport de la Grande Région, en prenant en compte notamment les sports de nature en Grande Région ainsi que le sport inclusif et le handisport.

Acteurs concernés : GT Sport ; GT Jeunesse ; GT Éducation et formation ; GT Santé et questions sociales ; GT Tourisme

2.6.3. Santé et questions sociales

La santé est un bien précieux. La pandémie de coronavirus a révélé l'importance d'avoir des données sanitaires transfrontalières et comparables pour améliorer les soins de santé primaires dans les zones frontalières et se préparer aux crises futures. Le Sommet se réjouit de l'intensification de la coopération en matière de santé à la suite des recommandations contenues dans son rapport sur la gestion de crise sanitaire du 30 juin 2022.

Objectifs et mandats :

- 1. Poursuite des travaux pour la mise en place d'un observatoire interrégional de la santé en Grande Région** : consolidation des travaux lancés par le sous-groupe de travail chargé de la mise en place d'un observatoire interrégional de la santé autour de l'objectif premier d'améliorer les connaissances sur l'état de santé de la population et les soins de santé en Grande Région
Acteurs concernés : GT Santé et questions sociales
- 2. Définition d'une stratégie pour prendre part à l'espace européen des données de santé** concernant les systèmes d'information de santé au sein de la Grande Région. Celle-ci s'inscrira dans le contexte de l'Espace européen des données de santé.
Acteurs concernés : GT Santé et questions sociales
- 3. Développement de l'accès transfrontalier aux secours d'urgence dans la Grande Région**, notamment aux structures de soins de proximité et les secours médicaux d'urgence dans la Grande Région.
Acteurs concernés : GT Santé et questions sociales ; GT 4 du CESGR ; GT Protection civile, sapeurs-pompiers et services de secours
- 4. Mise en place des sous-groupes de travail « Sans-abrisme » et « Santé mentale des jeunes »** pour favoriser une concertation mutuelle à long terme sur ces deux thématiques.
Acteurs concernés : GT Santé et questions sociales



2.6.4. Protection civile, sapeurs-pompiers, services de secours

Afin de garantir une coordination plus efficace en cas d'intervention et d'améliorer durablement la sécurité, le bien-être et la résilience de la population de la Grande Région, il est essentiel qu'elle dispose d'une structure de coopération transfrontalière flexible et pratique. Le Sommet se réjouit de la création du GT Protection civile, sapeurs-pompiers et services de secours chargé de la prévention des risques non policiers et de la protection de la population dans les situations de crise et de catastrophe.

Objectifs et mandats :

- 1. Rédaction d'un vademecum à l'échelle de la Grande Région sur les questions liées à la protection civile, aux sapeurs-pompiers et aux services de secours :** le document pourra prendre la forme d'une comparaison entre les cinq versants de la Grande Région pour mieux comprendre les spécificités de chacun et une meilleure intervention des services de secours.
Acteurs concernés : GT Protection civile, sapeurs-pompiers et services de secours
- 2. Mise en place opérationnelle du SGT Lutte contre les incendies, assistance technique et protection civile :** élaboration de mesures concrètes dans le domaine de la lutte contre les incendies, de l'assistance technique et de la protection en cas de catastrophe.
Acteurs concernés : GT Protection civile, sapeurs-pompiers et services de secours ; SGT Lutte contre les incendies, assistance technique et protection civile ; SIG-GR ; GT Cadastre et cartographie
- 3. Mise en place opérationnelle du SGT Services de secours :** renforcement de la coordination des ressources et des capacités dans le domaine des services d'urgence.
Acteurs concernés : GT Protection civile, sapeurs-pompiers et services de secours ; SGT Services de secours ; SIG-GR ; GT Cadastre et cartographie
- 4. Mise en place opérationnelle du SGT Centres d'appels d'urgence :** mise en réseau et renforcement de la communication entre les centres d'appels d'urgence des sapeurs-pompiers et des services de secours dans la Grande Région.
Acteurs concernés : GT Protection civile, sapeurs-pompiers et services de secours ; SGT Centres d'appels d'urgence ; GT 4 du CESGR
- 5. Mise en place opérationnelle du SGT Formation :** le SGT participe à l'élaboration de normes et de programmes de formation communs afin d'approfondir les compétences des forces d'intervention et de les préparer au mieux à des risques spécifiques.
Acteurs concernés : GT Protection civile, sapeurs-pompiers et services de secours ; SGT Formation



6. **Mise en place opérationnelle du SGT Bénévolat** : la définition, promotion et reconnaissance des bénévoles dans les services de secours et l'intervention d'urgence auprès de la population en Grande Région.

Acteurs concernés : GT Protection civile, sapeurs-pompiers et services de secours ; SGT Bénévolat

2.6.5. Sécurité et prévention

À la veille du 30^e anniversaire de l'accord de Schengen, le Sommet de la Grande Région a souligné l'importance primordiale de la libre circulation et a mis en garde contre toute atteinte aux acquis de cet accord. L'échange d'informations dans les domaines de la coopération policière opérationnelle, de la prévention transfrontalière, de la criminalité ou encore de la sécurité routière contribue à préserver la sécurité intérieure au sein de la Grande Région.

Objectifs et mandats :

1. **Réalisation d'une comparaison entre les programmes de sécurité routière des différents partenaires de la Grande Région** : il s'agit de se pencher sur l'impact des dernières évolutions en matière de conduite automatisée et connectée sur la sécurité routière objective et subjective.

Acteurs concernés : GT Sécurité et prévention ; SGT Sécurité routière

2. **Mise au point de campagnes de prévention policières communes (ruses, escroquerie par téléphone)** : il peut s'agir notamment d'élaborer des stratégies communes pour lutter contre le cambriolage d'appartement et/ou de vol de voitures et de caravanes.

Acteurs concernés : GT Sécurité et prévention ; SGT Prévention de la criminalité ; GT Environnement ; SGT Économie circulaire

3. **Renforcement de la coopération policière transfrontière** : finalisation et signature du plan alerte frontière franco-allemand et réalisation des exercices qui s'y rapportent. Parallèlement, la coopération policière vise à continuer à encadrer l'élaboration des plans alerte frontière germano-belge et germano-luxembourgeois, à l'image des plans alerte frontière franco-luxembourgeois et belgo-luxembourgeois.

Acteurs concernés : GT Sécurité et prévention ; SGT Coopération policière opérationnelle

4. **Soutien aux initiatives de mise en réseau et d'échange** entre les forces de police dans la Grande Région.

Acteurs concernés : GT Sécurité et prévention ; SGT Coopération policière



3. Travaux du Comité économique et social de la Grande Région et du Conseil parlementaire interrégional

3.1. Résolutions du CESGR

Les Exécutifs du Sommet de la Grande Région remercient le CESGR pour ses travaux au sein des quatre groupes de travail et leur importante contribution en faveur d'un développement durable et inclusif et du renforcement de la coopération transfrontalière au sein de la Grande Région.

L'objectif est de relever les défis économiques et sociaux de manière collective et d'intensifier la coopération par-delà les frontières nationales. Les recommandations concernent les domaines de l'économie et du développement durable, du marché du travail et du maintien de la main-d'œuvre qualifiée, des transports et des infrastructures ainsi que de la santé et de la qualité de vie.

Dans le domaine de **l'économie et du développement durable**, le CESGR recommande de promouvoir les pratiques économiques durables, telles que la construction à faible émission de CO₂ et l'économie circulaire. Parmi les principales propositions, on peut citer l'amélioration du recyclage des plastiques, la création de réseaux dans le domaine de l'électromobilité et de l'hydrogène, ainsi qu'une plus grande intégration des thèmes de la bioéconomie par le biais de conférences et d'études.

En ce qui concerne le **marché du travail et la préservation de la main-d'œuvre qualifiée**, le CESGR recommande de faire face à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée en ciblant les travailleurs potentiels, en élargissant les offres de prise en charge, en recourant à une immigration qualifiée et en proposant un apprentissage tout au long de la vie. Afin d'éviter le décrochage scolaire, les jeunes doivent être soutenus très tôt et bénéficier d'un soutien linguistique ciblé. En outre, le système éducatif doit être davantage axé sur la transmission de compétences clés pour l'évolution rapide du monde du travail, ce qui implique également une dotation financière suffisante des établissements d'enseignement. En outre, le CESGR réclame des concepts visant à renforcer la participation des femmes sur le marché du travail ainsi qu'une immigration de main-d'œuvre qualifiée. Un autre point important est la reconnaissance du rôle de l'artisanat dans le contexte de la transition énergétique.

L'amélioration de la **mobilité** au sein de la Grande Région passe selon le CESGR par une information claire et l'amélioration des connexions de transport. Parmi les principales recommandations dans le domaine des transports et de l'infrastructure figurent la promotion des transports publics, le développement d'options de mobilité durable, ainsi que le soutien aux initiatives de télétravail qui visent à diminuer le volume du trafic. Par ailleurs, lors de la planification des zones industrielles, il est important de mieux intégrer les connexions de transport. En matière de prises de position, le groupe de travail a envoyé une lettre commune à la ministre luxembourgeoise des transports concernant la remise en service de la ligne ferroviaire Thionville-Longwy via Belval et a adopté une résolution sur les effets des contrôles aux frontières françaises et allemandes dans la Grande Région.



Dans le domaine de la **santé**, le groupe de travail souligne la nécessité d'un cadre juridique homogène pour les soins de santé transfrontaliers. Il plaide pour la poursuite des travaux visant à mettre en place un observatoire interrégional de la santé en Grande Région- De même il soutient de renforcement de mesures visant à encourager la mobilité des professionnels de la santé et souhaite une plus grande intégration des innovations numériques dans la coopération médicale transfrontalière. Il recommande également la mise en place d'une stratégie de coopération en matière d'aide médicale urgente en Grande Région. Enfin, il plaide pour un soutien concret à la promotion et au développement d'initiatives dans le domaine de la Silver Economy pour apporter des réponses adaptées aux conséquences du vieillissement démographique et à l'accroissement de la dépendance et ce, en concertation avec tous les acteurs de la Grande Région.

Les Exécutifs du Sommet de la Grande Région remercient l'OIE pour avoir réalisé pour la dixième fois le **rapport sur la situation économique et sociale de la Grande Région** pour le compte du CESGR. Le rapport débute par un catalogue de 51 indicateurs statistiques répartis en cinq grands volets thématiques : Population, Economie, Emploi et marché du travail, Education ainsi que Conditions de vie. Le thème-phare « **La situation des jeunes en Grande Région** » met en lumière, pour la tranche d'âge des 15-24 ans, des indicateurs statistiques actuels sur l'évolution démographique, la situation sur le marché de l'emploi et la mobilité frontalière. Une attention particulière est accordée au groupe des personnes dites NEET (non scolarisées, non employées ou non formées) et A la suite de l'examen de la situation en matière de formation, les dispositions relatives au salaire minimum pour les jeunes sont également abordées. Ce rapport de qualité apporte une contribution majeure et constitue un appui essentiel pour les décideurs.

3.2. Recommandations du CPI

Les Exécutifs du Sommet de la Grande Région se félicitent de la contribution du Conseil Parlementaire Interrégional au dialogue transfrontalier et de la richesse des échanges au sein des six commissions thématiques :

- [Affaires économiques](#)
- [Affaires sociales](#)
- [Transport et communications](#)
- [Environnement et Agriculture](#)
- [Enseignement, Formation, Recherche et Culture](#)
- [Sécurité intérieure, protection civile et services de secours](#)

La présidence de la Rhénanie-Palatinat a mis l'accent sur le travail transfrontalier de mémoire et de commémoration ainsi que sur l'éducation à la démocratie. Le Landtag de Rhénanie-Palatinat s'est ainsi fixé pour objectif, par le biais de sa présidence, de renforcer la culture du souvenir et la commémoration commune d'événements historico-politiques en les thématissant sous différents formats.



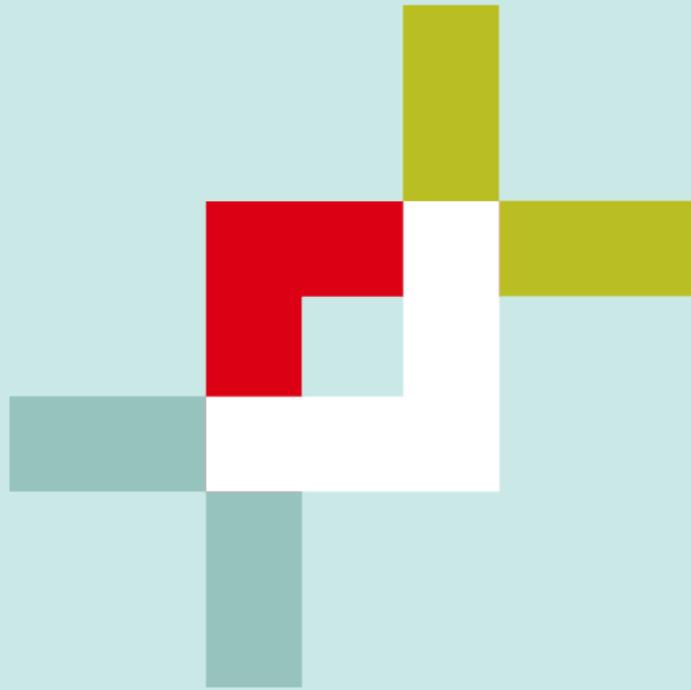
C'est dans ce cadre que s'est inscrit le premier rendez-vous officiel de la présidence rhéno-palatine du CPI. Une cérémonie de commémoration a été organisée le 27 janvier 2023 à Trèves à l'occasion de la Journée internationale de commémoration de l'Holocauste, en présence de témoins de l'époque et de descendants de victimes de Belgique, du Luxembourg, de France et d'Allemagne.

La thématique « Souvenir et commémoration au-delà des frontières » a également été abordée en fin de présidence rhéno-palatine du CPI à l'occasion d'un colloque organisé à Trèves le 10 octobre 2024 consacré au traitement de l'époque du national-socialisme dans la Grande Région. La manifestation visait d'une part à promouvoir l'échange de connaissances sur la période entre 1933 et 1945 et son traitement aujourd'hui et, d'autre part, à se pencher sur des mesures concrètes contre l'antisémitisme.

L'Assemblée plénière du CPI a adopté les recommandations suivantes sous la présidence de la Rhénanie-Palatinat :

1. Recommandation concernant [les perspectives pour une éducation commune à la démocratie dans la Grande Région](#)
2. Recommandation concernant la [décarbonation du logement en Grande Région](#)
3. Recommandation concernant [la mise en place d'une liaison ferroviaire directe entre Paris et Berlin via Sarrebruck](#)
4. Recommandation concernant [« La Grande Région, un modèle dans la lutte transfrontalière contre les épizooties : lutter ensemble et efficacement contre la peste porcine africaine \(PPA\) »](#)
5. Recommandation concernant [le soutien au développement du fret ferroviaire transfrontalier au sein de la Grande Région](#)
6. Recommandation concernant [les murs en pierre sèche dans la Grande Région](#)
7. Recommandation concernant [« Approfondir la coopération avec le Conseil Rhénan »](#)
8. Recommandation concernant [l'eau dans la Grande Région – un défi sans frontières](#)
9. Recommandation concernant [le soutien aux jeunes dans la Grande Région à l'interface entre la fin de la scolarité et l'intégration sur le marché du travail](#)

Le Sommet des Exécutifs salue la coopération constructive avec les deux organes consultatifs et valorise leur contribution à une Grande Région tournée vers l'avenir, dans laquelle développement durable, justice sociale et innovation économique vont de pair.



Groß – Grande

REGION